

Conflits armés et accès à l'éducation au primaire dans la ville de Bunia : Evaluation à mi-parcours de l'ODD4 en République Démocratique du Congo

Isaac Kisembo Makaku¹
Paul Vitamara Masimango²
Isaac Bandombele Sukela³
Augustin Issoy Awongi⁴

^{1*}isaackisma@gmail.com

¹Université de Bunia,^{2,3,4} Université de Kisangani,^{1,2,3,4} République Démocratique du Congo

<https://doi.org/10.51867/ajernet.7.2.134>

RESUME

Cette étude se veut d'évaluer l'accès et la couverture scolaire de base en situation des conflits armés dans la ville de Bunia. La population d'étude est composée de deux catégories d'enfants. D'une part, les enfants scolarisables, donc, âgés de 6 à 14 ans et de l'autre part, les enfants scolarisés du niveau primaire de la ville de Bunia. La période d'étude s'étend de 2010 à 2025. De 2010 à 2017, est la période d'accalmie, par contre, de 2018 à 2025, période des conflits armés. Trois indicateurs ont été calculés (Taux bruts d'admission, Taux bruts de scolarisation et indice de parité entre les sexes). A cela s'est ajouté le coefficient de variation (CV) pour évaluer la variation des indicateurs. Les résultats démontrent que l'accès à l'éducation a défailli tout au long de deux périodes de référence (avant et pendant les conflits armés de 2017). La preuve en est que les taux bruts d'admission, dans leur ensemble, sont inférieurs à 50%. Il en est de même de la couverture scolaire, avec les taux de scolarisation inférieurs à 50%. Les taux d'admission étaient stables pendant l'accalmie (CV=0,079) et instables pendant les conflits (CV=0,33). Tandis que, la couverture scolaire, était relativement instable pendant toutes les deux périodes, (CV=0,16, avant et 0,18 pendant les conflits). En dépit de la dégradation observée, la parité filles-garçons est quand-même assurée (les IPS sont unanimement égaux à 1). Néanmoins, des légères évolutions dans l'admission et la couverture scolaire sont constatées à la période des conflits armés. Malheureusement, ces évolutions ne sont pas significatives, au regard du seuil minimum de 50%. L'étude recommande l'éducation à la paix dès la maternelle jusqu'au supérieur et l'imposition de la paix par le gouvernement et la communauté internationale. C'est à ce prix que l'ODD4 peut être réalisé d'ici 4 ans.

Mots-clés : Accessibilité, Bunia, Conflits Armés, Couverture Scolaire, Éducation Primaire, ODD4

ABSTRACT

This study aims to evaluate access and basic school coverage in situations of armed conflict in the city of Bunia. The study population is made up of two categories of children. On the one hand, school-age children, aged 6 to 14, and on the other hand, primary school children in the town of Bunia. The study period extends from 2010 to 2025. From 2010 to 2017, is the period of calm, on the other hand, from 2018 to 2025, the period of armed conflicts. Three indicators were calculated (gross admission rates, gross enrollment rates and gender parity index). These indicators made it easier for us to analyze the data, until we produced the results. To this was added the coefficient of variation (CV) to evaluate the variation of indicators throughout a period. The results demonstrate that access to education failed throughout two reference periods (before and during the armed conflicts of 2017). The proof is that gross admission rates, as a whole, are less than 50%. The same is true of school coverage, with enrollment rates below 50%. Admission rates were stable during the lull (CV=0.079) and unstable during conflicts (CV=0.33). Whereas, school coverage was relatively unstable during both periods (CV=0.16, before and 0.18 during the conflicts). Despite the observed deterioration, parity between girls and boys is still assured (the IPS are unanimously equal to 1). However, slight changes in admission and school coverage were noted during the period of armed conflicts. Unfortunately, these developments are not significant, with regard to the minimum threshold of 50%. The study recommends peace education from kindergarten to higher education and the enforcement of peace by the government and the international community. It is at this price that SDG4 can be achieved within 4 years.

Keywords: Accessibility, Armed Conflicts, Bunia, Education, School Coverage, SDG4

I. INTRODUCTION

L'éducation tout comme la vie constitue un droit fondamental pour tout être humain et un levier indispensable du développement de toute société. Elle permet la réduction de la pauvreté, la promotion des valeurs sociales, favorise la cohésion sociale, le progrès économique et social, et garantit la paix sociale et le développement au sein des communautés, (Unesco, 2023). Rappelons qu'en 2015, la communauté internationale s'était fixé l'agenda 2030 qui avait abouti à la définition de 17 objectifs, (Unesco, 2015). De ces 17 objectifs, le quatrième est celui « d'assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, inclusive et équitable, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » (Nations Unies, 2015). Cependant, cet objectif reste difficile à atteindre dans beaucoup de pays africains, plus particulièrement, ceux de l'Afrique subsaharienne. Cette réalité est pire dans les zones touchées par les conflits armés et guerres.

A en croire les rapports et travaux de Kamba (2016) ; Unesco (2020) ; Malekat (2020) ; Ziulu at. al. (2021) et l'Unicef (2025), la RD Congo est l'un des pays africains les plus affectés par les violences récurrentes, particulièrement dans ses provinces de l'Est dont l'Ituri. Les conflits armés et les guerres en Ituri sont qualifiés de cycliques¹ dont les conséquences sont à la fois fâcheuses et désastreuses. Parmi ces conséquences, on note la destruction d'infrastructures scolaires, les déplacements massifs des populations, la désorganisation des systèmes scolaires, la perte du personnel enseignant qualifié, etc. Au-delà de ce qui précède, on note des élèves exposés à des multiples formes de vulnérabilité, notamment les traumatismes psychologiques, enrôlement forcé dans les groupes armés, mariages précoces, abandons scolaires, pour ne citer que ça.

En province de l'Ituri, les affrontements armés n'ont pas épargné la vie scolaire des enfants. De nombreuses écoles détruites, d'autres incendiées, pillées ou encore occupées par les groupes armés. Cela a entraîné une perturbation significative et prolongée des activités d'apprentissage scolaire, (Unicef, 2023). Cette situation remet en doute les réalisations de la RD Congo dans l'atteinte de l'ODD4, notamment en matière d'accès universel et équitable à l'éducation de base. D'où la nécessité de son évaluation.

Au-delà de ce qui précède, le rapport mondial de l'évaluation de l'ODD4 par l'Unesco en 2023 montre que les progrès vers l'éducation de qualité stagnent, avec 250 millions d'enfants toujours non scolarisés. Ce rapport met aussi en évidence la dégradation de l'égalité en matière de l'éducation et la perturbation de l'éducation scolaire de près de 1,6 milliard d'enfants due à la pandémie COVID-19. Ce rapport trace un tableau de bord avec tous les signaux en rouge : le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté de 6 millions depuis 2021 ; beaucoup d'écoles étaient contrées à fermer leurs portes suite à la Covid-19 en cheval de 2019-2020 ; 40% d'enfants au monde en âge scolaire ne disposent pas des compétences de base en lecture et mathématiques ; insuffisance de financement de l'éducation dans beaucoup de pays au monde, surtout ceux à faible revenu. Un déficit de 100 milliards de dollars persiste pour atteindre l'ODD4 d'ici 2030. Avec ce tableau sombre peint par l'Unesco en 2023, qu'en est-il de la RD Congo qui, en plus des maux précités, s'ajoutent les conflits armés cycliques prolongés ? C'est dans ce contexte que cette étude est réalisée.

Cette étude est menée dans la ville de Bunia. Le choix de la ville de Bunia est dicté par trois raisons : En tant que chef-lieu de la Province de l'Ituri (RD Congo), en elle seule, l'on peut inférer l'image de toute la province. Notons que la ville de Bunia regorge trois sites des déplacés, sans compter d'autres enfants déplacés à un nombre important hébergés dans les familles d'accueil. Les rues de la ville sont débordées des enfants vivant dans la rue dont le gouvernement semble ignorer tout simplement. Dans ces conditions, il s'est avéré pertinent de contextualiser cette étude dans la ville de Bunia. Autre raison de choix de la ville de Bunia est la disponibilité et accessibilité des données à collecter. En ces temps de conflits, plusieurs endroits restent non accessibles, d'où, il a fallu se contenter des données de la ville de Bunia.

1.1 Énoncé du problème

Les situations des conflits armés, des crises chroniques ou des catastrophes naturelles constituent des obstacles à la réalisation de l'éducation pour tous (Mokonzi, 2005 ; RD Congo, 2009 ; Masinda et Muhesi, 2001 et UNESCO, 1990). Le cadre d'action de Dakar, en matière de l'éducation pour tous, révèle que le nombre des conflits, des réfugiés, des personnes déplacées dans leurs pays respectifs augmente et près de 300 000 enfants et adolescents de moins de 18 ans sont aujourd'hui enrôlés comme soldats dans les différentes guerres à travers le monde (Masinda et Muhesi, 2001). Abondant dans le même angle d'idées, Masinda et Muhesi soulignaient que dès 1987, les différents conflits ont fait des millions de victimes parmi lesquels 2 millions de morts et 6 millions d'autres qui resteront forcément handicapés le reste de leurs vies. Sans nul doute, le Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR) affirme que parmi les 21 millions de réfugiés et des personnes déplacées à travers le monde, plus de la moitié sont des enfants. Tous ces phénomènes tragiques et traumatiques ont des effets non négligeables sur leur scolarisation.

¹ Les différents épisodes sont exposés dans le point traitant de l'histoire des conflits armés en RD Congo et particulièrement en Ituri. C'est depuis 1911.

Pour s'en convaincre, l'Unesco (2006) rapporte qu'environ 50 000 enfants réfugiés ont abandonné l'école en cours d'année. Hanemann et Mauch, Sommers, Waters et Leblanc (cités dans l'Unesco, 2006) avancent que les conflits prolongés et la peur des persécutions ont poussé des millions de familles à fuir leurs maisons et à chercher la sécurité dans les camps des déplacés ou des réfugiés et cela a limité en grande proportion l'accès des enfants à l'éducation et moins encore à l'éducation de qualité. Toujours dans cet angle, Chamarbagwala et morán (2011) ; De Herdt et Titeca (2016); Salem (2018); Singh et Shemyakina (2016); Shemyakina (2011), Justino at al. (2013) et Akresh et De walque (2008) soutiennent que les conflits armés ont un impact négatif sur l'éducation des enfants. Ces effets, poursuivent-ils, sont différenciés. Pour certains, ces effets sont importants sur l'éducation des filles que les garçons, alors que pour d'autres, un impact plus fort a été observé chez les garçons que chez les filles.

Selon le constat de l'Unicef (2011), il est observé que, dans des pays pauvres touchés par les conflits, 28 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire soit 42% du total mondial ne sont pas scolarisés. Aussi, dans les pays pauvres touchés par un conflit, 79% seulement des jeunes sont alphabètes, contre 93% dans les autres pays pauvres mais stables et renchérit qu'en 2008, dans les champs de l'UNHCR, seuls 69% des enfants réfugiés en âge de fréquenter l'école primaire la fréquentaient effectivement. Toujours dans la même perspective, l'Unesco (2020) fait savoir qu'en Afrique subsaharienne, 4,4 millions d'enfants en âge d'aller à l'école risquent de voir leur éducation affectée par les déplacements internes, alors qu'au moins 3 millions d'enfants sont des déplacés internes dans leurs pays en raison d'un conflit ou de violences et courent le risque de ne pas être scolarisés.

En 2021, 38,8 millions contre 31,6 millions d'enfants ne sont pas scolarisés en Afrique de l'ouest et du centre, (HCR, 2021). Ceci veut dire qu'une grande proportion des effectifs des enfants au monde est privée de l'éducation suite à des conflits armés et guerres vécus dans leurs milieux respectifs. Le nombre d'écoles forcées à fermer en raison de l'insécurité accrue dans les zones touchées par les conflits en Afrique de l'Ouest et centrale, a triplé entre la fin de 2017 et Juin 2019. En Juin 2019 par exemple, 9 272 écoles étaient fermées dans 8 pays de la région. Cette situation a affecté plus de 1, 91 millions d'enfants, (Unicef, 2019). En RD Congo, cette situation s'empire. Depuis la décennie 90, la RDC a connu une turbulence terrible due à des conflits armés répétitifs. Plusieurs guerres dites de libération ont été orchestrées sur le sol congolais, (Mokonzi, 2005).

Ceci a conduit le pays à une hémorragie scolaire. C'est-à-dire, on n'a pas cessé d'enregistrer des écoles détruites, incendiées, pillées et d'autres transformées à des quartiers généraux (QG) des milices, des enfants enrôlés dans les groupes armés, d'autres tués, violés, blessés, traumatisés (Unesco, 2006 ; Unicef, 2010 ; Gilchrist, Fellow et Sheppard, 2015 et Brandit, 2015). Certains ayant échappés à la mort ne font que mendier à la longueur de la journée dans certaines agglomérations du pays. Dans ce contexte, l'éducation des enfants ne fait que s'engouffrer et moins encore, l'éducation de qualité pour tous comme le prône la communauté internationale. Les effets négatifs sur l'accès à l'éducation des enfants sont significativement notés en RD Congo. Parmi ces effets, notons les enfants déplacés qui, sont exposés au risque d'être hors d'école. Leur taux de scolarisation est estimé par le Cluster Éducation à 36% pour les enfants déplacés, 35% pour les enfants retournés et à 62% pour les enfants dans les communautés hôtes, comparé à 78% au niveau national, (Cluster Education, 2020). Les enfants non scolarisés ou déscolarisés sont évidemment, vulnérables au recrutement par les groupes armés (Unicef, 2010).

En plus, Mokonzi (2005) dénonce que depuis août 1998, une deuxième guerre dite de libération déclenchée par le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), est l'un de derniers événements qui combent le paysage sociopolitique de la RDC. Il poursuit en soutenant que cette guerre a connu des ramifications on ne peut plus inextricables et a généré des effets à la fois fâcheux et complexes, effets qui menacent dangereusement aussi bien l'avenir du pays que celui de la région des grands lacs. Ces effets n'épargnent pas malheureusement le secteur de l'éducation. Pour s'en être persuadé, il se fait remarquer qu'en RD Congo, les situations des guerres et conflits armés exposent les enfants au risque d'une dégradation de leurs conditions de vie et la réduction de leur accès aux services de l'éducation, (Cluster éducation, 2009). En dépit de ce qui vient d'être évoqué dans les lignes précédentes, à l'heure actuelle, on enregistre 266 groupes armés étrangers et locaux à l'Est de la RD Congo. L'ONU avance que la majorité des enfants déplacés ne sont plus scolarisés depuis 1998 (<http://www.watchlist.com>). Ces enfants n'ont pratiquement pas accès à l'éducation.

Dans ces écrits, Kamba (2016) argumente qu'environ 30 000 enfants étaient soit des enfants soldats, soit enfants de la rue, ou encore orphelins. Il poursuit en démontrant que parmi ces enfants, 9% étaient des enfants confiés, des enfants vivants dans des ménages sans aucun parent biologique, bien qu'ils ne soient pas orphelins. Il finit par conclure que ces conditions accordaient moins de chances à ces derniers d'accéder à l'éducation scolaire. Les conclusions de Ziulu et al. (2015) laissent entendre que de l'année 2010-2011 à l'année 2011-2012, les conflits ont eu un impact négatif sur l'accroissement des effectifs du primaire au Sud Kivu et expliquent que les effectifs du primaire ont connu une diminution de 1% dans les provinces touchées par les conflits alors que dans les autres provinces les effectifs ont augmenté de 9%. Etant donné que ces situations de violence n'épargnent nullement le système éducatif dans lesdits territoires où l'on observe des écoles saccagées et brûlées, des enfants en divagation, des villages entiers désertés, nous nous sommes demandé quelles conséquences cette situation des conflits armés engendre sur le plan de développement du système éducatif en Ituri et plus particulièrement dans la ville de Bunia.

1.2 Objectif de la recherche

Ainsi, la présente étude s'est proposé de répondre à la question suivante : Quel est le niveau d'accès et de la couverture scolaire au primaire dans la ville de Bunia aux temps des conflits armés de 2018 à 2025 comparativement à la période de stabilité soit de 2010 à 2017 ? L'objectif assigné à cette étude est de dégager les effets des conflits armés sur l'accès et la couverture scolaire au niveau primaire dans la ville de Bunia.

1.3 Etat de la question

Les conflits armés représentent aujourd'hui l'un des plus grands obstacles à la réalisation de l'ODD4. Dans plusieurs régions du monde et plus particulièrement celles de l'Afrique subsaharienne, les guerres, l'insécurité et les déplacements massifs des populations perturbent le fonctionnement des écoles, (UNESCO, 2022). En province de l'Ituri, ces conflits ont entraîné plusieurs maux dans le domaine de l'éducation. Parmi ces maux, on note des centaines d'écoles détruites ou occupées par des groupes armés et des milliers d'enfants restent privés d'accès à l'école à cause des déplacements forcés et de l'insécurité persistante. De ce fait, plusieurs recherches ont été menées avec comme souci d'examiner les effets des conflits armés sur l'éducation formelle des enfants. De toutes ces recherches, les résultats restent unanimes : une corrélation négative significative entre les conflits armés et la scolarisation.

Cela s'illustre par les travaux comme celui de Justino (2026) qui laisse voir clairement que les conflits armés violents réduisent les taux de scolarisation au primaire et augmentent les risques d'abandons scolaires et cela surtout chez les filles. L'Unicef (2020) à son tour fait observer que les enfants vivant dans les zones affectées par les guerres et conflits armés ont deux fois moins de chances d'achever le cycle primaire que ceux vivant dans les zones stables. Il en est de même que Kouanga qui, au travers de son étude, menée en République du Congo, dévoile que les conflits armés justifient en grande proportion la déscolarisation des enfants. Dans une période de 5 ans soit de l'année scolaire 1997-1998 jusqu'à 2001-2002, une période couverte des conflits armés, 91,4% d'enfants étaient déscolarisés. Pour dire autrement, que dans ce pays, beaucoup d'enfants avaient abandonné l'école suite à ces conflits qui ont aboutis en des destructions des infrastructures scolaires et l'arrêt de la scolarisation dans les zones affectées par les conflits, perte des parents et incendie des écoles.

Toujours dans le même angle, en 2015, Ziulu, Mokonzi, Vitamara et Issoy ont mené une étude sur l'impact des conflits armés sur la scolarisation primaire et secondaire en RD Congo de 2005 à 2015. Ils ont abouti aux résultats selon lesquels, les filles parmi les élèves et les provinces affectées par les conflits armés ont été défavorisées sur le plan de la fréquentation scolaire au cours de la période de 2005 à 2015. Cette étude suggère que les efforts soient fournis pour assurer la parité filles-garçons et combler le retard enregistré par les provinces de l'Est du pays. Il va sans dire que Masinda et Muhesi ont, en 2001, eux aussi, ont réalisé une étude portant sur l'impact de la guerre sur les enfants au Congo-Kinshasa. Ces auteurs ont démontré clairement que comparativement à la période de paix, les performances des élèves ont décliné pendant la période des guerres. Ainsi, un impact négatif des guerres sur les performances des élèves a été observé. Cette étude montre aussi que l'insécurité provoque chez les jeunes des troubles d'apprentissages, une perte de mémoire, les risques très élevés des problèmes liés aux stress post-traumatiques. Les conflits armés influent négativement sur l'efficacité de l'école du point de vue tant quantitatif que qualitatif.

Notons que la communauté internationale s'est fixé un agenda en matière de l'éducation de qualité pour tous à réaliser d'ici 2030. Cette même communauté allait se mobiliser pour le maintien des conditions favorables de la réalisation de cet agenda. Malheureusement, en dépit, de la gratuité décrétée par la plupart des pays membres, l'insécurité pour certaines zones reste une épine dorsale. La réalisation de cet agenda semble très dubitative. C'est ainsi que cette étude cherche à mettre en évidence les effets des conflits armés sur la scolarisation au primaire. Cette étude se démarque des autres du fait qu'elle est menée en province de l'Ituri et plus particulièrement, dans la ville de Bunia. Mais aussi, elle s'inscrit dans le cadre de l'évaluation des objectifs du développement durables (ODD), à réaliser d'ici 2030 et plus précisément, l'ODD4.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Depuis la déclaration de droit de l'homme universel en 1948, l'éducation constitue un droit fondamental pour tout citoyen au monde, (Nations Unies, 1948). Toute personne, quelle que soit son origine, sa race, son sexe ou ses conditions physiques, doit y accéder. Cependant, ce droit reste compromis dans plusieurs pays touchés par les conflits armés et guerres. Pour s'en convaincre, Unesco (2011) ; Ziulu, Mokonzi, Vitamara et Issoy (2021) et Bindububi (2024) soutiennent dans leurs études que les provinces touchées par les conflits armés enregistrent des taux de scolarisation plus faibles que les autres relativement stables. Ces auteurs ajoutent que les élèves les plus exposés aux risques de la déscolarisation, sont les filles.

Ces auteurs expliquent que, l'accès à l'éducation des enfants déplacés reste un cauchemar. Cela se justifie par l'insuffisance d'infrastructures scolaires, le manque des matériels didactiques et les conditions économiques indécentes des familles déplacées. D'autres auteurs, à l'instar de Jones et Naylor (2014) estiment que les conflits armés affectent négativement la scolarisation. Ils avancent la fermeture des écoles, le recrutement forcé des enfants par les groupes

armés et la réduction des taux de financement de l'éducation. Notons que la fermeture scolaire, la déscolarisation massive et la vulnérabilité accrue des filles face à l'éducation sont consécutives aux conflits armés.

Le rapport mondial sur l'Éducation Pour Tous de 2011 renseigne que les conflits continuent de ravager la vie de millions des citoyens au monde. Les guerres ne cessent de détruire les perspectives de l'éducation. Pour ce rapport, 40% des enfants des pays touchés par les conflits armés sont non scolarisés dans leurs pays respectifs. Les inégalités et entre les sexes en matière de l'éducation demeurent un problème et les taux d'analphabétisme restent élevés. Au-delà de ce rapport, Dembele, Traoré, Diawara et Maiga (2005) laissent entendre que les conflits armés sont à la base d'endommagement de plusieurs bâtiments scolaires, d'occupation des écoles par groupes armés et de privation de nombreux enfants aux services éducatifs.

En province de l'Ituri (RD Congo), les recherches abordant cette thématique sont éloquentes. A en croire Mbuna, Maliaka, Bahinduka et Lonu (2019), la province de l'Ituri est décrite comme une zone ensanglantée des conflits. Depuis 1998 jusqu'à 2017, les conflits y ont été orchestrés bien que de manière sporadique, ajoutent-ils. Les conséquences en matière de l'éducation qui en découlent sont fâcheuses. En parcourant quelques études qui s'y intéressent, les résultats sont unanimes : « *les conflits armés produisent des effets négatifs sur la scolarisation tant au primaire qu'au secondaire* ». Allant dans ce sens, l'étude de Marchais *et. al.* (2021) évoquent que les conflits armés et violents vécus en Ituri depuis la décennie nonante entraînent des perturbations graves dans le domaine de l'éducation. Ils poursuivent en écrivant que les exclusions scolaires, la marginalisation éducative de certains groupes ethniques, la réduction de la qualité de l'enseignement en sont les preuves. Human Rights Wacth (2015) note que les écoles sont devenues la cible des attaques menées par les groupes armés en province de l'Ituri. Par conséquent, les enfants sont, de force, enrôlés dans les groupes armés, les jeunes filles enlevées et violées, les déplacements massifs des populations y compris majoritairement des enfants aggravent la dégradation de l'accès et de la couverture scolaire dans cette province.

De toutes ces études, il se dégage les effets négatifs des conflits armés sur la scolarisation en province de l'Ituri. Par contre, cette étude, au-delà, des effets négatifs démontrés, elle s'inscrit dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours, du quatrième objectif du développement durable en RD Congo. En plus, la plupart de ces études décrivent les effets liés aux conflits antérieurs à ceux de 2017, contrairement à celle-ci. La présente étude se réfère aux conflits de 2017 après une période d'accalmie qui s'étend de 2002 au début 2017. Il reste sans ignorer que cette intervalle (2002-2017) est la période la plus décisive quant aux engagements pratiques de la RD Congo en faveur de l'éducation inclusive. Et, c'est pendant cette période que les 17 objectifs du développement durables dont l'ODD4 ont été formulés.

III. MÉTHODOLOGIE

L'étude est réalisée dans la ville de Bunia, Province de l'Ituri, en République Démocratique du Congo. Elle s'inscrit dans l'approche quantitative. Les données ont été collectées à la Division Provinciale de la Santé (DPS), pour les données démographiques, à la Division Provincial de l'Education Nationale et Nouvelle Citoyenneté (EDN-NC) de l'Ituri1 et à la Sous Division urbaine de l'EDN-NC dans la ville de Bunia, pour les données scolaires. Pour y arriver, nous avons recouru à la technique de l'analyse documentaire. Que ce soit à la DPS, à la division ou Sous Division Urbaine de l'EDN-NC, nous avons consulté les archives tels que les rapports annuels des statistiques et certains rapports scolaires dont disposaient ces structures. Ces données se rapportent aux deux périodes : la période d'avant conflits de 2017 et celle de pendant les conflits de cette année.

Pour analyser ces données, nous nous sommes servis de la méthode d'indicateurs. Ainsi, trois indicateurs se sont avérés utiles pour ces analyses et aboutir aux résultats escomptés. Nous avons commencé par les taux bruts d'admission, ensuite, les taux bruts de scolarisation et enfin, l'indice de parité entre les sexes. Pour examiner la variation de ces indicateurs tout au long des années de deux périodes, nous nous sommes servis du coefficient de variation (CV). Le CV est calculé en prenant l'écart type sur la moyenne de la variable considérée. Ainsi, si la valeur du CV est inférieure à 0,15, cela indique des faibles différences entre les deux périodes, CV se situant entre 0,15 et 0,30 exprime les différences modérées entre les deux périodes et CV supérieur à 0,30 traduisent des fortes différences entre les deux périodes ciblées. Rappelons que pour ce qui est de l'indice de parité entre les sexes (IPS), il y a trois possibilités quant à son interprétation : IPS inférieur à 1 : Il y a disparité et cette disparité est en faveur des garçons ; IPS égal à 1 : dans ce cas, il y a une parfaite parité entre filles et garçons et IPS supérieur à 1 : Il y a également disparité mais en faveur des filles.

3.1 Taux d'admission

Le taux d'admission est la proportion d'enfants réellement admis en première année d'études parmi ceux qui y ont droit. Dans le contexte de la RD Congo, ceux ayant droit sont ceux ayant l'âge de 6 à 8 ans. Il est constaté plusieurs fois que dans les classes de première année en RD Congo, on y trouve des enfants dont l'âge varie entre 4 et 8 ans. D'où le calcul des taux bruts au lieu et place des taux nets.

3.2 Taux de scolarisation

Le taux de scolarisation est un indicateur qui répond à la question : « *Quelle est la proportion des enfants qui bénéficient de l'enseignement dans une entité quelconque ?* » (Carron et TangChau, 1981). Le taux brut de scolarisation s'obtient en rapportant les effectifs totaux d'un niveau d'enseignement au groupe d'âge correspondant à l'âge officiel, (Issoy, 2017).

3.3 Indice de parité entre les genres

Cet indice mesure l'accès et le progrès proportionnels des filles et garçons en matière de l'éducation. Il se calcule sur base des autres indicateurs. Dans le cas de cette étude, il est calculé sur base des taux bruts de scolarisation ou de progression des élèves dans le système d'enseignement primaire. Rappelons que pour ce qui est de l'indice de parité entre les sexes (IPS), il y a trois possibilités quant à son interprétation : IPS inférieur à 1 : Il y a disparité et cette disparité est en faveur des garçons ; IPS égal à 1 : dans ce cas, il y a une parfaite parité entre filles et garçons et IPS supérieur à 1 : Il y a également disparité mais en faveur des filles. Les résultats issus de ces analyses sont présentés dans section qui suit et sont présentés sous deux formes, notamment, sous forme des tableaux et graphiques.

IV. RESULTATS ET DISCUSSION

4.1 Constatations

4.1.1 Accès à l'éducation à la période d'avant les conflits armés de 2017

Pour évaluer l'accès à l'éducation au niveau primaire dans la ville de Bunia, nous nous sommes servis de taux d'admission comme indicateur. Cet indicateur a été calculé en deux phases. La première phase a concerné la période d'accalmie qui s'étend de 2010 à 2017. La deuxième phase se rapporte à la période d'instabilité sécuritaire, de 2018 à 2025.

4.1.2 Taux d'admission des élèves au primaire

Les taux d'admission constituent un indicateur incontournable dans l'évaluation de l'accès à l'éducation. En RD Congo, le seuil souhaité est de 50% d'enfants âgés de 6 à 8 ans. Cette étude prend en compte les enfants de 7 et 8 ans pour des raisons d'entrées tardives constatées dans la ville de Bunia.

Tableau 1

Taux d'admission des élèves au primaire pendant la période d'accalmie

Années	Pop de 6 à 8a ans			Elèves en 1 ^{ère}	
	Filles	Garçons	Total	Total	TBA
2010	18520	18112	36632	3604	10
2011	19430	18921	38351	4648	12
2012	20410	19865	40275	4893	12
2013	21512	20934	42446	4857	11
2014	22700	22243	44943	5283	12
2015	24010	23222	47232	5436	12
2016	25330	24521	49851	5392	11
2017	26820	25943	52763	7041	13
Total	178732	173761	352493	41154	12
CV					0,079

Les résultats issus de ce tableau laissent entendre que les taux bruts d'admissions dans les écoles primaires avant les conflits armés de 2017 en Ituri, varient entre 10 et 13 pourcents. Comparativement au seuil de 50% au minimum tel que retenu dans la loi-cadre de l'enseignement en RD Congo, ces résultats traduisent des faiblesses remarquables quant à l'accès des enfants à l'éducation de base dans la ville de Bunia pendant la période d'accalmie en Province de l'Ituri. Signalons que ces taux ont évolué tout au long de cette période de la même manière (CV=0,079) soit inférieur au seuil de 15%. Qu'en est-il de cette situation à la période marquée par l'instabilité sécuritaire dans la province de l'Ituri ? A cette question, la réponse est dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2*Taux d'admission des élèves au primaire pendant les conflits armés*

Années	Pop de 6 à 8 ans			Elèves en 1ère	
	Filles	Garçons	Total	Total	TBA
2018	28406	27342	55748	7216	13
2019	30161	29012	59173	10939	18
2020	31902	30723	62625	14329	23
2021	33822	32511	66333	15205	23
2022	35716	34413	70129	15877	23
2023	37642	36312	73954	16923	23
2024	39581	38222	77803	17361	22
2025	4172	40322	44494	17331	39
Total	420134	442618	862752	115181	13
CV					0,33

Pendant la période des conflits armés, les taux d'admission ont semblé évoluer par rapport à la période précédente. Ces taux varient entre 13 et 39%, avec une forte dispersion autour de la moyenne (CV=0,33). En parallèle avec le seuil de 50%, étant notre seuil de référence dans cette étude, ces taux demeurent moins significatifs.

4.1.3 La couverture scolaire à la période des conflits armés de 2017

La couverture scolaire désigne le degré de survie des enfants en âge scolaire, dès leur entrée du système jusqu'à leur. En RD Congo, comme dans beaucoup de pays au monde, la durée de cette survie est de six ans sans redoublement des classes.

4.2 Taux de scolarisation

Le taux de scolarisation est le rapport entre les enfants scolarisables et les enfants scolarisés. Dans le cas d'espèce, nous avons pris le nombre d'enfants dont l'âge varie entre 6 et 14 ans sur le nombre d'enfants retenus encore dans le système scolaire. Retenons que, cet indicateur est calculé d'abord pendant la période d'accalmie et ensuite, pendant la période des conflits armés vécus en Ituri depuis fin 2017.

Tableau 3*Taux bruts de scolarisation au primaire pendant la période d'accalmie*

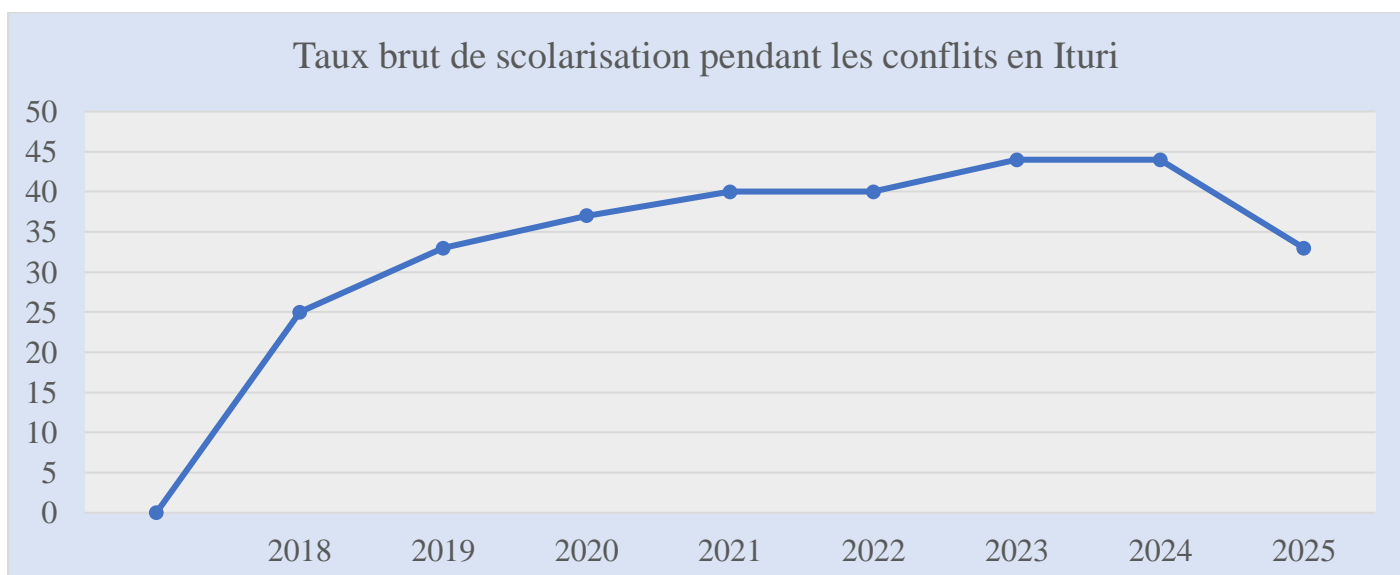
Années	Pop scolarisable (âge de 6 à 14 ans)			Elèves au primaire	
	Filles	Garçons	Total	Total	TBS
2010	42140	43860	86000	22055	26
2011	45080	46920	92000	26278	29
2012	48510	50490	99000	27918	28
2013	51940	54060	106000	29444	28
2014	55370	57630	113000	32252	29
2015	59290	61710	121000	33039	27
2016	63210	17708	80918	33378	41
2017	75003	78064	153067	43010	28
Total	440543	410442	850985	467319	55
CV					0,16

Ce tableau indique que les taux bruts de scolarisation au primaire dans la ville de Bunia, pendant la stabilité, varient entre 26 et 41%. Ces taux s'avèrent inférieurs au seuil minimum désiré par la RD Congo, celui de 50%. La variation autour de la moyenne est modérée car, le coefficient de variation est de 0,16 soit entre 15 et 30%. Il est sans ignorer que pour toute la ville de Bunia, le taux brut de scolarisation est acceptable (55%).

Tableau 4*Taux bruts de scolarisation au primaire pendant les conflits armés*

Années	Pop scolarisable (âgée de 6 à 14 ans)			Elèves au primaire	
	Filles	Garçons	Total	Total	TBS
2018	3971	153688	157659	38816	25
2019	4090	158297	162387	53376	33
2020	4212	163046	167258	61248	37
2021	4339	167937	172276	68794	40
2022	4469	172975	177444	70232	40
2023	4603	178164	182767	80173	44
2024	4741	183509	188250	82210	44
2025	6461	250096	256557	83992	33
Total	36886	1427712	1464598	538841	37
CV					0,18

Ces résultats révèlent que les taux bruts de scolarisation pendant la période des conflits armés soit de 2018 à 2025 varient entre 25 et 44%. Ces taux révélés sont loin d'être satisfaisant comparativement au seuil de 50% tel que fixé par le gouvernement congolais. Le coefficient de variation (CV=0,18) laisse voir une dispersion modérée autour de la moyenne tout au long de la période d'instabilité sécuritaire. Au lieu de s'améliorer, la couverture scolaire s'est dégradée davantage pendant la période des conflits armés.

**Figure 2**

Graphique des taux de scolarisation primaire dans la ville de Bunia pendant les conflits armés de 2017.

En ce qui concerne la couverture scolaire, dans toutes les deux périodes, au lieu de s'améliorer, la couverture scolaire va dégradant. En comparant les deux périodes et considérant les taux bruts de scolarisation globaux, la situation était satisfaisante avec un taux brut de scolarisation de 55% pendant l'accalmie soit de 2010 à 2017 avec une dégradation à la période des conflits armés dont le taux brut de scolarisation s'évalue à 37%. Quel est le genre le plus touché par cette situation alarmante quant à l'accès et couverture scolaire dans la ville de Bunia face aux conflits armés vécus en Ituri depuis fin 2017 ?

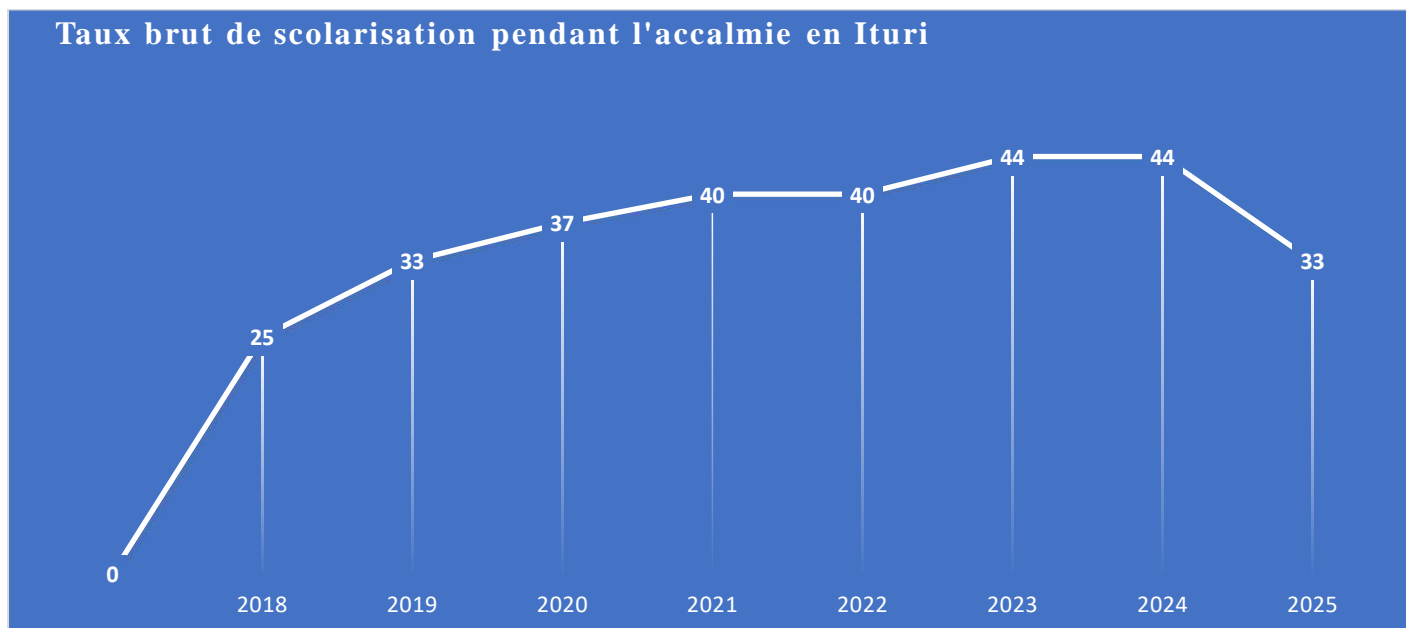


Figure 2
Graphique des taux de scolarisation primaire dans la ville de Bunia pendant l'accalmie.

4.2.1 Indice de parité entre les sexes

L'ODD4, c'est aussi la discrimination en matière de l'éducation. Dans ce sous point, nous examinons la parité fille-garçons face à l'éducation de base dans la ville de Bunia. Pour ce faire, nous avons retenu l'indice de parité entre les sexes comme indicateur à calculer et nous l'avons calculé sur base des taux bruts de scolarisation.

Tableau 5

Indice de parité entre les sexes avant et pendant les conflits de 2017 en Ituri

Période de stabilité (2010-2017)			Période des conflits (2018-2025)		
Filles	Garçons	IPS	Filles	Garçons	IPS
27	25	1,1	26	24	1,1
30	27	1,1	33	33	1,0
31	26	1,2	37	36	1,0
30	26	1,2	40	40	1,0
30	27	1,1	40	39	1,0
30	25	1,2	45	43	1,0
27	90	0,3	45	43	1,0
30	28	1,1	23	23	1,0

Les IPS calculés montrent que l'égalité des chances en matière de la couverture scolaire est assurée dans la ville de Bunia et cela dans tous les deux cas (avant conflits et pendant les conflits). Tous, excepté celui de l'année scolaire 2016-2017, période marquée par le début des affrontements et déplacements massifs des populations (IPS=0,3) où l'on observe une disparité en faveur des garçons, équivalent à 1 avec des variations moins significatives allant de 1,1 à 1,2.

4.3 Discussions

La présente étude met en évidence une dégradation avancée de l'accès et la couverture scolaire dans la ville de Bunia. Toutes les deux périodes cibles ont fait preuve d'une déchéance quant à ce qui concerne l'accès et couverture scolaire au niveau primaire. Les taux d'admissions sont unanimement inférieurs à 50% et les taux de scolarisation également. En dépit de cette réalité alarmante révélée par les indicateurs calculés, l'indice de parité entre les sexes montre un équilibre considérable entre les filles et garçons en matière d'accès et la couverture scolaire. Cet équilibre s'observe dans toutes les deux périodes de références de la présente étude. L'Ituri étant une province en proie des conflits armés depuis 1911 segmentée de plusieurs périodes d'accalmies, l'accès à l'éducation continue à subir des effets négatifs et cumulés de ces conflits. La réalisation de l'ODD4 reste difficile à réaliser si les stratégies adéquates ne sont pas mobilisées.

Ces résultats riment avec ceux évoqués par Kouanga qui, au travers de son étude, menée en République du Congo, dévoile que les conflits sont armés à la base de la déscolarisation des enfants. Dans une période de 5 ans soit de

l'année scolaire 1997-1998 jusqu'à 2001-2002, une période couverte des conflits armés, 91,4% d'enfants étaient déscolarisés. Pour autant dire, que dans ce pays, beaucoup d'enfants avaient abandonné l'école suite à ces conflits qui ont aboutis en des destructions des infrastructures scolaires et l'arrêt de la scolarisation dans les zones affectées par les conflits, perte des parents et incendie des écoles. Ces résultats vont en parallèle avec ceux de Bandombele, (2005) qui dévoilent les disparités dans l'expansion et la rentabilité du système éducatif tant au niveau primaire qu'au niveau secondaire. Ces contradictions s'expliquent par les guerres qui ont plus frappés la ville de Kisangani alors que la ville de Bunia fait office des maisons d'accueils tout au long des conflits armés de 2017. Ces accueils favorisent l'accès aux services d'éducation des filles tout comme des comme des garçons.

Il en est de même que Ziulu, Mokonzi, Vitamara et Isoy qui, à leur tour ont mené une étude sur l'impact des conflits armés sur la scolarisation primaire et secondaire en RD Congo de 2005 à 2015. Et, vont aboutir aux résultats selon lesquels, les filles parmi les élèves et les provinces affectées par les conflits armés ont été défavorisées sur le plan de la fréquentation scolaire au cours de la période de 2005 à 2015. Cette étude suggère que les efforts soient fournis pour assurer la parité filles-garçons et combler le retard enregistré par les provinces de l'Est du pays. Cette divergence est due à la qualité des données manipulées dans ces deux études. Dans l'étude de Ziulu et ses co-auteurs, les données scolaires et démographiques sont issues des estimations de la banque mondiale et l'Institut National des Statistiques basé à Kinshasa. Alors que celles liées à cette étude sont glanées dans les archives locales. A part ceci, l'études de Ziulu et ses collègues a une portée provinciale alors que celle-ci, n'a qu'une portée limitée à une seule ville.

Notons que dans cette étude, des légères évolutions ont été constaté pendant les conflits armés dans le domaine de scolarisation, dans la ville de Bunia. Malheureusement, ces évolutions sont moins significatives comparativement de seuil de 50%. Les conflits étant cycliques dans la province de l'Ituri, leurs effets cumulés ont continué à nuire à la santé de l'éducation même pendant les périodes d'accalmie. Ces résultats mettent en lumière les difficultés de la RD Congo de réaliser l'ODD4 d'ici 2030. Si les problèmes persistent au niveau de l'accès et la survie scolaire, la qualité des apprentissages pour le peu qui accèdent au système ne sera pas épargnée.

V. CONCLUSION

L'étude analyse les effets des conflits armés sur l'accès et la couverture scolaire dans la ville de Bunia. L'évaluation à mi-parcours du quatrième Objectif du Développement Durable (ODD4) constitue le cadre contextuel de l'étude. Pour ce faire, l'étude se propose comme objectif de dégager les effets des conflits armés sur l'accès et la couverture scolaire au niveau primaire dans la ville de Bunia.

Ainsi, la population de l'étude est composée de tous les enfants scolarisables, donc, âgés de 6 à 8 ans de la ville de Bunia, tous les enfants inscrits en première année primaire et tous les enfants inscrits de première à sixième année primaire de la même ville. La période d'étude est constituée de 16 années. Les deux périodes dans cette étude : Période d'accalmie qui s'étend de 2010 à 2017 et la période des conflits armés qui couvre la période de 2018 à 2025 sont des périodes de références.

Pour dégager les effets des conflits armés sur l'accès et la couverture scolaire, nous avons regroupés les données et ensuite, les analyser en deux temps dont la période d'accalmie et celle émaillée des conflits armés. A cet effet, les analyses ont porté sur trois indicateurs, notamment, les taux bruts d'admission, de scolarisation et l'indice de parité entre les genres. Le coefficient de variation a été utilisé pour mesurer la dispersion des indicateurs calculés autour de la moyenne.

Au terme de ces analyses, l'étude a abouti aux résultats selon lesquels, l'accès à l'éducation dans la ville de Bunia n'est pas garanti, que ce soit avant ou pendant les conflits armés. Signalons qu'une petite évolution s'est observée à la période des conflits armés, malheureusement, avec des taux d'admission inférieurs à 50% (seuil minimum désiré en RD Congo) dans tous les deux cas ; la couverture scolaire varie entre 26 et 41% pendant la stabilité sécuritaire et 25 et 44% pendant la période des tensions sécuritaires. Ces valeurs sont loin d'être satisfaisantes car, elles sont toutes inférieures au seuil de 50%. En comparant les deux périodes et considérant les taux bruts de scolarisation globaux, la situation est satisfaisante pendant l'accalmie soit de 2010 à 2017 (TBS=55%). Et, non satisfaisante à la période des conflits armés dont le taux brut global de scolarisation s'évalue à 37%. La parité entre les sexes en matière de l'éducation est observée. Ceci s'explique par les IPS majoritairement situés entre 1 et 1,2 et cela dans tous les deux cas. Donc, la parité est parfaite avant et pendant les conflits armés.

VI. RECOMMANDATIONS

A la lumière de ces résultats, il sied de noter que les conflits armés ont des effets significatifs sur l'accès et la couverture scolaire au primaire dans la ville de Bunia. Ceci s'explique par le fait que l'Ituri est victime des conflits armés cycliques, l'enseignement primaire dans la ville de Bunia, si pas, dans toute la partie Est de la RD Congo, fait face à des effets cumulés des conflits armés vécus depuis il y a des décades. Comme nous le constatons, en dépit des

efforts fournis² par le gouvernement RD Congolais, la réalisation de l'ODD4 d'ici 2030 reste une utopie. D'où, il faut une forte mobilisation de la part des acteurs de l'éducation et des stratégies adéquates pour une résilience communautaire réussie et le respect de droit de l'enfant tel que prôné par la communauté internationale.

Au regard de ces résultats, nous recommandons au gouvernement RD Congolais et à tous les acteurs de l'éducation, « *L'éducation à la paix* ». L'éducation reste l'arme la plus puissante pour résoudre de façon durable les conflits. Et, par conséquent, l'éducation inclusive et de qualité sera garantie à tous les citoyens congolais. Au-delà l'éducation, le gouvernement doit imposer la paix et désarmer de gré ou de force les groupes armés et privilégier les dialogues intercommunautaires pour une cohabitation pacifique et de surcroît, une paix durable. C'est à ce prix que la RD Congo peut espérer réaliser l'ODD4 d'ici 2030.

Déclaration d'Intérêts

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêts financier ni aucune relation personnelle connus qui auraient pu donner l'impression d'influencer les travaux présentés dans cet article.

REFERENCES

- Akresh, R., & de Walque, D. (2008). *Armed conflict and schooling: Evidence from the 1994 Rwandan genocide* (Policy Research Working Paper No. 4606). Washington, DC: The World Bank.
- Bandombele, S. (2005). *Parité dans la scolarisation des filles et garçons à Kisangani de 1991-2001: Une contribution à l'évaluation des objectifs de développement du millénaire en R.D. Congo* (Unpublished D.E.S. thesis). Université de Kisangani, F.P.S.E, Kisangani.
- Brandt, C. O. (2015). *Constructing schools in a recurrent armed conflict in Democratic Republic of Congo*. Reading, UK: Education Development Trust.
- Bindububi, J. P. (2024). De la protection et promotion de droit à l'éducation des enfants affectés par les différents conflits en République Démocratique du Congo. *Revue de l'Université de Goma (UNIGOM)*.
- Carron, G., & Ta Ngoc Chau. (1981). *Réduction des disparités régionales et planification de l'éducation*. Paris: Unesco-IIEP.
- Chamarbagwala, R., & Morán, H. E. (2011). The human capital consequences of civil war: Evidence from Guatemala. *Journal of Development Economics*, 94(1), 41–61.
- Cluster Education RDC. (2020). *Rapport d'analyse des données secondaires: Impact de la COVID-19 et des conflits sur l'éducation en RDC*. Kinshasa, RDC: Groupe de coordination du Cluster Éducation.
- De Herdt, T., & Titeca, K. (2016). Governance with empty pockets: The education sector in the Democratic Republic of Congo. *Development and Change*, 47(3), 472–494.
- Dembélé, F., Traoré, S. S. L., Diawara, D., & Maïga, A. (2023). Impact des conflits armés sur les écoles mobiles dans le cercle de Youwarou. *Revue-IRS*, 1(2), 91–100.
- Dhedonga, H. M., Sefu, T. M., Besisa, J. B., & Lotsima, P. L. (2019). La Province De l'Ituri En République Démocratique Du Congo Face Aux Cycles Des Violences En Répétition: Essai D'une Analyse Comparative Des Dynamiques De 1999 À 2003 Et De 2017 À 2019. *European Scientific Journal*, 15(35), 105. <https://doi.org/10.19044/esj.2019.v15n35p105>
- Gilchrist, T., Fellow, A., & Sheppard, B. (2015). *Elèves et écoles en danger dans les zones de conflit*. Kinshasa: Human Rights Watch.
- HCR. (2021). *Rester sur la bonne voie: Les défis de l'éducation des réfugiés: Rapport sur l'éducation des réfugiés 2021*. Genève, Suisse: HCR.
- Issoy, A. (2017). *Planification de l'enseignement* [Unpublished course notes]. Université de Kisangani: FPSE.
- Jones, A., & Naylor, R. (2014). *The quantitative impact of armed conflict on education: Counting the human and financial costs*. Reading, UK: CfBT Education Trust.
- Justino, P. (2026). *Institutional Legacies of Violent Conflict: Development and State-Building in the Shadow of Wartime Institutional Change*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Kamba, A. (2016). *Quatre saisons de l'éducation au Congo-Kinshasa*. Paris: Edilivre.
- Malekat, J. M. (2020). *The impact of armed conflict on child education in the Democratic Republic of Congo* [Master's thesis, University of the Western Cape]. University of the Western Cape Repository.
- Masinda, T., & Muhesi, K. (2001). Impact de la guerre sur l'éducation des enfants au Congo (RDC): Le cas des enfants de la ville de Butembo. *Ecole démocratique: Hors-série*.

² La reconnaissance du caractère obligatoire de l'éducation, l'effectivité de la gratuité de l'enseignement primaire sur toute l'étendue du pays et la construction, à travers le programme de 145 territoires (PDL-145), des écoles.

- Marchais, G., et al. (2021). Marginalisation from education in conflict-affected contexts: Learning from Tanganyika and Ituri in the DR Congo. *IDS Working Paper*, 544. Brighton: Institute of Development Studies. <https://doi.org/10.19088/IDS.2021.017>
- Mokonzi, G. (2005a). L'école congolaise de demain: quelles chances et quels défis. *Ecole Démocratique: Hors-série*, 9–15.
- Mokonzi, G. (2005b). L'éducation pour tous d'ici 2015: Quelle chance de réussite pour la RD Congo. *Ecole démocratique: Hors-série*, 4–8.
- Nations Unies. (2015). *Déclaration sur la sécurité dans les écoles: Protéger l'éducation contre les attaques pendant les conflits armés*. New York, NY: Nations Unies.
- République Démocratique du Congo. (2015). *Stratégies sectorielles de l'éducation et formation 2016-2025*. Kinshasa: Cluster education.
- Salem, H. (2018). The transitions adolescent girls face: Education in conflict-affected settings (Literature review). Cambridge, UK: Faculty of Education, University of Cambridge.
- Singh, P., & Shemyakina, O. N. (2016). Gender-differential effects of terrorism on education: The case of the 1981–1993 Punjab insurgency. *Economics of Education Review*, 54, 185–210.
- Shemyakina, O. (2011). The effect of armed conflict on accumulation of schooling: Results from Tajikistan. *Journal of Development Economics*, 95(2), 186–200.
- Shaheed, F. (2025). Right to education in armed conflict: A human rights imperative (Report of the Special Rapporteur on the right to education). New York: United Nations General Assembly.
- UNESCO. (1990). *Conférence internationale de l'éducation: Rapport final*. Genève: UNESCO.
- UNESCO. (2000). *Cadre d'action de Dakar: L'Éducation pour tous: tenir nos engagements collectifs*. Paris: UNESCO.
- UNESCO. (2006). *L'alphabétisation, un enjeu vital*. Paris: UNESCO.
- UNESCO. (2011). *La crise cachée: Les conflits armés et l'éducation*. Paris: UNESCO.
- UNICEF. (2015). *Septante ans pour chaque enfant: Rapport annuel*. Paris, France: UNICEF.
- UNESCO. (2020). *La République Démocratique du Congo, premier pays d'Afrique à produire son rapport sur l'avancement de l'ODD4 et la CESA*. Paris: UNESCO.
- UNESCO. (2023). *Rapport mondial de suivi sur l'éducation: Suivi de l'ODD4*. Paris: UNESCO.
- UNESCO. (2025). *1,4 millions d'enfants déscolarisés en RD Congo à cause des crises multiformes*. Paris: UNESCO.
- UNICEF. (2019). *For every child, reimagine: Annual report, 2019*. New York: United Nations Children's Fund.
- Vitamara, P. (2014). *Scolarisation du peuple Enya en République Démocratique du Congo: Etude Diagnostique et prospective*. Paris: L'Harmattan.
- Watch Right. (2025). *Our school became the battlefield: Using schools for child recruitment and military purposes in Eastern Democratic Republic of Congo*. New York: Human Rights Watch.
- Ziulu, E., Mokonzi, G., Vitamara, P., & Issoy, A. (2021). Conflits armés et évolution de la scolarisation primaire et secondaire en RD Congo de 2005 à 2015. *European Scientific Journal*, 17(19), 247. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n19p247>